

# Note de politique

En septembre 2015, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, les Etats membres vont définir un ensemble d'Objectifs du Développement Durable (ODD), y compris pour l'éducation, qui devront être accomplis à l'horizon 2030.

Cette note de politique a pour objet d'aider les gouvernements et la communauté internationale à prioriser les actions à entreprendre dans le cadre de l'agenda pour l'après 2015. Ce faisant, elle se fonde sur l'analyse des données factuelles incluses dans l'édition la plus récente du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, *Éducation pour tous 2000-2015 : Réalisations et défis*.

## Recommandations

### 1. Financement

**Les gouvernements nationaux devraient accroître leur engagement en faveur de l'éducation afin d'atteindre les nouvelles cibles.**

C'est aux gouvernements nationaux qu'incombe principalement la responsabilité du financement de l'éducation et les ressources nationales constituent la source de financement la plus importante.

- Les gouvernements devraient mobiliser des ressources supplémentaires au niveau national et les utiliser avec plus d'efficacité, afin de pérenniser les sources de financement.
- En particulier, les pays à revenu faible et moyen inférieur devraient consacrer au minimum 3,4 % de leur PIB à l'enseignement préprimaire, primaire et du premier cycle du secondaire ou 5,4 % de leur PIB à tous les niveaux de l'éducation.
- Les gouvernements devraient consacrer à l'éducation entre 15 % et 20 % de leur budget national. Les pays qui sont les plus éloignés des cibles devront cibler le haut de cette fourchette.

**L'aide internationale aura aussi un rôle crucial à jouer pour combler le déficit de financement annuel.**

Etant donné les objectifs ambitieux du nouvel agenda, il apparaît que lorsque les gouvernements auront accru leur engagement en faveur de l'éducation, il subsistera un déficit de financement externe de 22 milliards de dollars US. Les donateurs devraient :

- Quadrupler au minimum le volume de l'aide destinée à l'enseignement préprimaire, primaire et du premier cycle du secondaire dans les pays à revenu faible et moyen inférieur.

- Redistribuer l'aide à l'éducation des pays à revenu moyen supérieur au bénéfice des pays les plus pauvres.
- Réaffecter une grande partie des 2,6 milliards de dollars US servant actuellement à financer les objectifs de l'éducation post-secondaire dans les pays à revenu faible et moyen inférieur, pour financer l'enseignement préprimaire, primaire et du premier cycle du secondaire.
- Augmenter la part de l'aide humanitaire allouée à l'éducation pour protéger les élèves et les enseignants vivant dans des zones de conflit et faisant face à des urgences

#### Exemples :

- En Tanzanie, le gouvernement a fait passer les dépenses liées aux « secteurs prioritaires » de 27 % à 46 % du budget, ce qui s'est traduit par une expansion spectaculaire de la fourniture d'éducation, de santé, d'eau et d'assainissement.
- Le Ghana a doublé ses dépenses d'éducation et constaté une augmentation du nombre des enfants inscrits à l'école, qui est passé de 2,4 millions en 1999 à 4,1 millions en 2013.
- Le Danemark a multiplié par six le volume de l'aide à l'éducation de base entre 2002 et 2012.

### 2. Équité

**L'équité doit être au cœur du nouvel agenda pour l'éducation après 2015.**

L'ODD pour l'éducation a pour vocation de fournir une éducation pour tous de qualité, inclusive et équitable. Néanmoins les enseignements tirés des 15 années écoulées montrent que les progrès délaissent



souvent les enfants, les adolescents et les adultes des milieux pauvres et marginalisés.

- Les politiques efficaces pour rendre l'école plus inclusive pour les enfants issus de groupes marginalisés devraient porter sur l'assurance de la gratuité de l'éducation (c'est-à-dire l'abolition de tous les coûts liés aux uniformes scolaires, au transport, à l'enseignement et aux manuels), la formation des enseignants pour qu'ils diversifient leurs styles d'enseignement et un meilleur alignement des politiques en matière de langue et de programme d'enseignement avec les besoins des élèves.
- Les gouvernements devraient élaborer des programmes de transferts monétaires réalistes et ciblés pour aider les ménages pauvres à couvrir les coûts de la scolarité.
- Les gouvernements devraient préparer des plans d'urgence adaptés aux besoins éducatifs des enfants dans les situations d'urgence et les zones de conflit armé.
- Les gouvernements doivent prioriser l'utilisation de données désagrégées issues des enquêtes sur les écoles, les ménages et les forces de travail pour améliorer la planification de l'éducation, mieux cibler les politiques nationales et affecter les ressources à ceux qui en ont le plus besoin.

#### Exemples :

- Les participants à un programme de transfert monétaire mis en œuvre en Chine avaient 20 % de chances supplémentaires d'être scolarisés en préprimaire que les non participants.
- Les programmes de repas scolaires, tels que ceux mis en œuvre en Inde et au Salvador, ont contribué à donner un coup de pouce à la scolarisation.

### 3. Éducation de base

#### Il est indispensable d'universaliser un cycle étendu d'éducation de base.

Dans les années à venir, l'un des principaux défis aura trait à l'universalisation de l'enseignement primaire et secondaire à l'horizon 2030.

- Les gouvernements devraient proposer à chaque enfant au moins 9 années d'enseignement primaire et du premier cycle du secondaire, qui soit gratuit, équitable et obligatoire.
- Les politiques visant à promouvoir l'accès et l'achèvement de l'éducation de base devraient s'efforcer de réduire les inégalités fondées sur le genre, la pauvreté, la situation géographique,

l'ethnicité ou le handicap, notamment pour les groupes subissant des inégalités multiples.

- Pour accroître la participation et réduire l'abandon scolaire, les gouvernements devraient mettre en œuvre des programmes intersectoriels dans des domaines tels que la santé et la nutrition et investir dans les infrastructures routières, l'eau et l'électricité.

#### Exemples :

- En Ouganda, l'abolition des frais de scolarité dans l'enseignement primaire a réduit le retard de scolarisation et incité à scolariser les enfants, en particulier les filles et les enfants des zones rurales.
- Les changements législatifs adoptés en Inde, en Indonésie, au Nigeria et au Pakistan, en rendant obligatoire le premier cycle de l'enseignement secondaire, ont permis d'accroître l'accès.

### 4. Éducation préprimaire

#### Les investissements dans la protection, le développement et l'éducation de la petite enfance sont indispensables et peuvent avoir des impacts significatifs sur la suite des études des enfants et sur les enfants marginalisés

Les pays doivent offrir à chaque enfant au minimum une année d'éducation préprimaire.

- Les gouvernements devraient veiller à ce que les salaires des enseignants du préprimaire soient alignés sur ceux des enseignants du primaire.
- Les gouvernements cherchant à développer l'offre d'éducation préprimaire devraient ouvrir des sections préprimaires dans les écoles primaires.

#### Exemples :

- Le Viet Nam a largement étendu la fourniture d'éducation préprimaire publique, ce qui s'est traduit par une augmentation des effectifs et a attiré les élèves des établissements privés.
- En Nouvelle-Zélande et au Portugal, les enseignants du préprimaire ont obtenu la parité de salaire avec les enseignants des écoles primaires et secondaires.
- L'Afrique du Sud a accompli d'importants progrès dans l'offre d'éducation préprimaire en incorporant une année d'enseignement préprimaire dans les écoles primaires.

## 5. Éducation et apprentissage de qualité

**Pour offrir une éducation de qualité, il est indispensable de fournir aux enseignants la formation et les programmes d'enseignement nécessaires pour garantir un apprentissage pertinent et inclusif.**

- Tous les candidats au métier d'enseignant devraient avoir achevé au minimum leur éducation secondaire avec de bonnes notes.
- Les programmes de formation des enseignants devraient reconsidérer les styles d'enseignement et les méthodes pédagogiques qui sont mis en avant, afin de mieux répondre aux différents contextes culturels et des classes.
- Les gouvernements devraient proposer des incitations (tels que logement, indemnités ou promotions de carrière) pour motiver les enseignants à travailler dans des écoles éloignées et difficiles.
- Les enseignants devraient être formés à l'utilisation de diverses méthodes d'évaluation pour détecter et traiter au plus tôt les difficultés des élèves.

**Des politiques sont indispensables pour appuyer une éducation de qualité et des résultats d'apprentissage équitables.**

- Les pays doivent améliorer leur capacité à évaluer l'apprentissage en fonction des priorités nationales et aider à suivre les tendances observées dans les acquis.
- Les pays doivent veiller à ce que les résultats des évaluations soient utilisés pour améliorer les pratiques pédagogiques, le contenu des programmes et les résultats d'apprentissage.
- L'apprentissage dans la langue maternelle devrait être mis en œuvre dans les sociétés multilingues, surtout dans les premières années de l'éducation primaire.
- La décentralisation de la gouvernance scolaire devrait être envisagée comme un moyen de promouvoir une éducation de qualité dans les communautés locales.

**Exemples :**

- En République de Corée, les enseignants des écoles défavorisées bénéficient d'un supplément de rémunération, d'une taille de classe réduite, d'une réduction du temps d'enseignement et de plus d'opportunités de promotion.
- En Argentine, l'apprentissage de l'espagnol et des mathématiques s'est amélioré au niveau secondaire après 5 années d'administration décentralisée.

## 6. Alphabétisation des adultes et apprentissage tout au long de la vie

**Les gouvernements doivent développer de façon significative les opportunités d'éducation et d'apprentissage des adultes.**

Les systèmes éducatifs destinés aux adultes devraient être renforcés, en spécifiant les niveaux de compétences à atteindre.

- Les politiques d'alphabétisation devraient être liées aux besoins des communautés, des programmes de développement sanitaire, des innovations agricoles et des citoyens engagés activement.
- La promotion des programmes d'alphabétisation dans la langue maternelle devrait être généralisée afin d'améliorer les taux d'alphabétisme dans les communautés minoritaires.
- Les gouvernements et les employeurs doivent développer des initiatives pour promouvoir l'acquisition des compétences liées à l'emploi.

**Exemples :**

- En Afrique du Sud, le programme d'alphabétisation de masse Kha Ri Gude propose une approche efficace du suivi des résultats de l'alphabétisation, exploitant l'expérience linguistique et les concepts de mots entiers.
- Les niveaux d'alphabétisme du Mexique se sont améliorés au cours de la décennie passée, en raison notamment des programmes d'alphabétisation en langue maternelle qui se concentrent sur les groupes autochtones.

- La Corée du Sud a accru la participation aux programmes de formation des adultes, qui est passée de 26 % en 2008 à 36 % en 2012, grâce à la promotion des compétences des employés liées à l'emploi.

## 7. Egalité des sexes

**Les pays doivent réorienter leurs politiques de parité filles-garçons vers des politiques d'égalité des sexes.**

Les progrès accomplis en matière de parité depuis 2000 ne doivent pas faire oublier qu'il subsiste de sérieux obstacles dans l'égalité des chances entre les filles et les garçons en matière d'éducation.

- Les programmes d'enseignement devraient être sensibles à l'égalité des sexes et inclure un enseignement de la santé de la reproduction et de la sexualité.
- Les gouvernements doivent veiller à ce que les enfants apprennent dans un environnement sûr et que des politiques soient mises en place pour contrer la violence sexuelle à l'école.
- Des programmes devraient être élaborés pour encourager une proportion accrue de femmes à devenir enseignantes.
- Les gouvernements devraient investir pour augmenter le nombre d'installations sanitaires et d'eau disponibles afin d'accroître la rétention scolaire.
- Des initiatives spécifiques en faveur de l'égalité des sexes, telles que les programmes de repas scolaires, l'hébergement en pension et des subventions, devraient être mises en œuvre pour améliorer la participation.

### Exemples :

- Le projet Abriendo Oportunidades proposé aux filles du Guatemala a pour objet de lutter contre les grossesses d'adolescentes ; il a été constaté que 97 % de filles n'avaient pas eu d'enfant pendant leur participation au programme, alors que le taux des non-participantes s'est élevé à 78 %.
- En Tanzanie, l'Initiative Gender Budgeting a contribué à réduire le temps consacré aux tâches domestiques par les filles, grâce

à une amélioration des infrastructures communautaires de l'eau.

- La réduction d'une heure du temps passé à la collecte de l'eau a permis une augmentation du taux de scolarisation des filles de 8-9 % au Yémen et de 18-19 % au Pakistan.

## 8. Suivi et évaluation

**La base de connaissances des systèmes éducatifs nationaux doit être améliorée pour combler les déficits critiques de données.**

Les 15 années écoulées ont montré que le fait de mesurer les progrès accomplis constituait un puissant outil pour avancer.

- Une collaboration plus étroite est requise pour suivre les progrès de l'apprentissage au fil des années et dans tous les pays.
- Davantage de données sur l'alphabétisation devraient être disponibles pour améliorer la planification et les choix de politiques.
- Les pays doivent effectuer un suivi de toutes les sources de dépenses d'éducation, qu'elles émanent du gouvernement, des donateurs ou des ménages, afin de mieux savoir qui sont les bénéficiaires des interventions publiques et où apporter des améliorations.

**Les stratégies de mise en œuvre de l'agenda de l'éducation doivent faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation.**

Les pays et les partenaires internationaux sont redevables vis-à-vis des populations des progrès accomplis par rapport aux cibles ; ils doivent donc tirer les enseignements qui serviront de base aux actions.

- Les pays devraient participer au Forum politique de haut niveau pour le développement durable qui supervisera les examens volontaires et conduits par les états de la mise en œuvre des ODD, afin de faciliter le partage des bonnes pratiques.
- Les stratégies d'évaluation doivent impliquer tous les acteurs, les gouvernements, les institutions internationales, le secteur privé et la société civile afin de favoriser une responsabilité mutuelle.

- Les stratégies doivent intégrer les mécanismes mondiaux de redevabilité avec les institutions nationales telles que les commissions de suivi parlementaires ou le système judiciaire et légal.

**Exemples :**

- L'attention portée par la communauté éducative internationale à des cibles mesurables a rendu plus crédibles les données éducatives comparables à l'échelle mondiale qui sont publiées par l'Institut de la Statistique de l'UNESCO.
- La forte augmentation des données disponibles issues des enquêtes sur les ménages a permis de suivre les inégalités dans tous les pays, par exemple par le biais de la base de données sur les inégalités en matière d'éducation dans le monde.

EFA Global Monitoring Report  
c/o UNESCO  
7, place de Fontenoy  
75352 Paris 07 SP, France  
Email: [efareport@unesco.org](mailto:efareport@unesco.org)  
Tel: +33 (1) 45 68 10 36  
Fax: +33 (1) 45 68 56 41  
[www.efareport.unesco.org](http://www.efareport.unesco.org)

Developed by an independent team and published by UNESCO, the *Education for All Global Monitoring Report* is an authoritative reference that aims to inform, influence and sustain genuine commitment towards Education for All.

© UNESCO  
ED/2015/EFA/MRT/PB/01